

La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

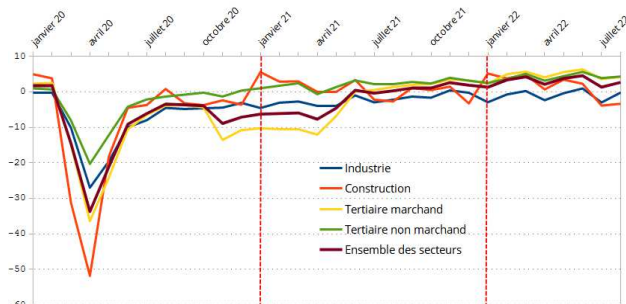
DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, l'activité économique régionale est restée bien orientée dans l'ensemble des secteurs jusqu'au mois de juin 2022 inclus (+ 4,6 % par rapport au même mois de 2019). En juillet et août (respectivement + 1,3 % et + 2,6 %), la situation est nettement plus contrastée : l'industrie et la construction ralentissent et repassent sous leur niveau d'activité de 2019, tandis que les services restent bien orientés.

En juillet-août, l'industrie repasse sous son niveau d'activité d'avant-crise sanitaire

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



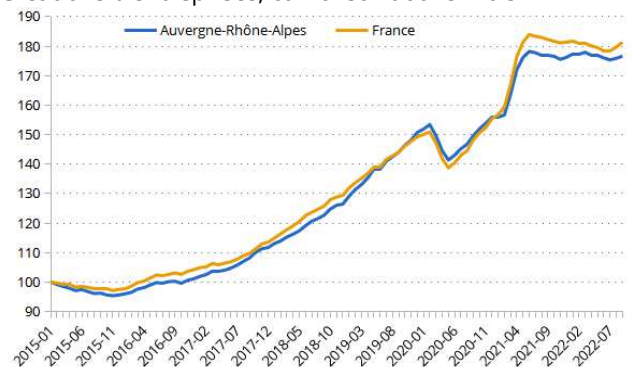
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 12 octobre 2022

Les niveaux de créations d'entreprises restent historiquement hauts, dans la région comme en France. Le nombre élevé de septembre 2022 compense un creux saisonnier de juillet-août. Le cumul sur un an reste supérieur à 124 000 créations.

Créations d'entreprises : la région toujours sur un haut plateau au deuxième trimestre

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois

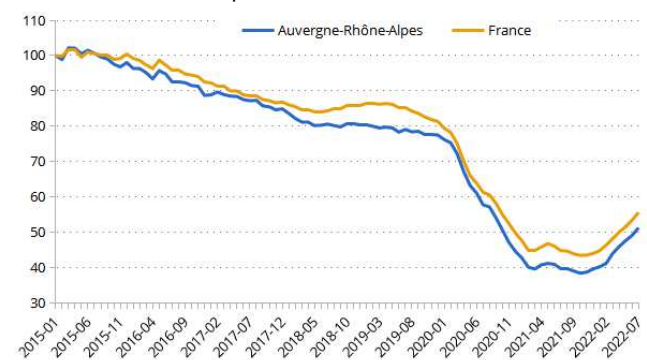


Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 19 octobre 2022 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 - cumul 12 mois)

À partir de début 2022, les défaillances d'entreprises semblent donner des signes de recrudescence, bien qu'elles restent à un niveau très bas par rapport à l'avant-crise sanitaire. Le début de l'été ne dément pas cette tendance, avec un cumul annuel qui approche la barre des 4 000 défaillances, loin toutefois des 6 000 connues en 2019.

Un début de recrudescence des défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



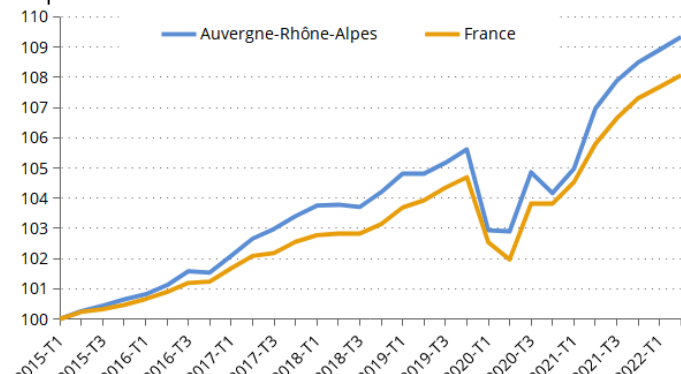
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 19 octobre 2022 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 - cumul 12 mois)

EMPLOI SALARIÉ

Fin juin 2022, l'emploi connaît un sixième trimestre consécutif de hausse, avec 12 500 salariés de plus en trois mois, soit une hausse de 0,4 %, comme au niveau national. La dynamique de l'emploi salarié se consolide malgré un ralentissement de la croissance sur les trois derniers trimestres.

L'emploi poursuit sa croissance, un peu ralentie au premier et deuxième trimestres

Emploi salarié

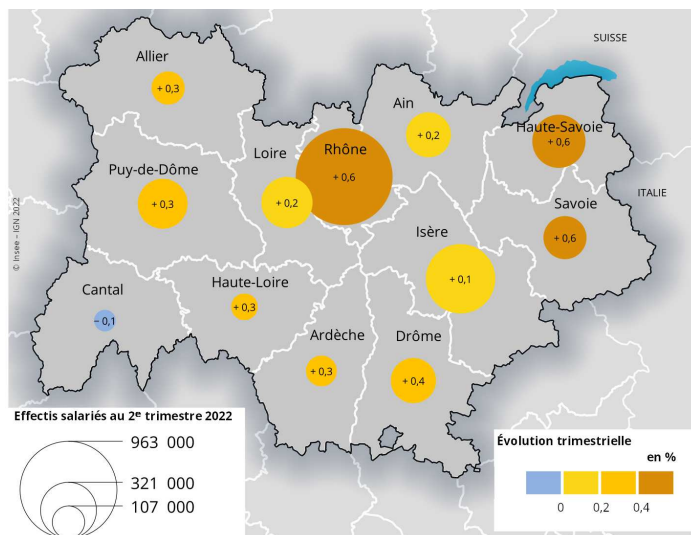


Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2022 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie enregistrent les variations relatives les plus fortes au deuxième trimestre. La situation d'avant-crise sanitaire est désormais nettement dépassée dans tous les départements de la région.

Emploi : dynamisme à l'est de la région

Emploi salarié au 2^e trimestre 2022 et évolution trimestrielle



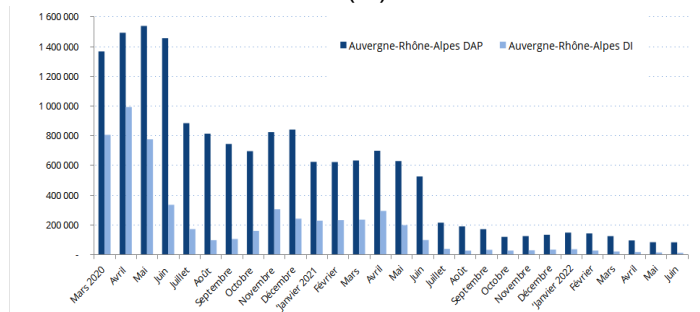
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2022

MARCHÉ DU TRAVAIL

Les demandes d'indemnisation pour activité partielle continuent de régresser tout au long du premier semestre 2022. Le mois de juin passe sous la barre des 10 000 demandes d'indemnisation, soit dix fois moins qu'en juin 2021.

Les demandes d'indemnisation pour activité partielle continuent de se contracter

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)



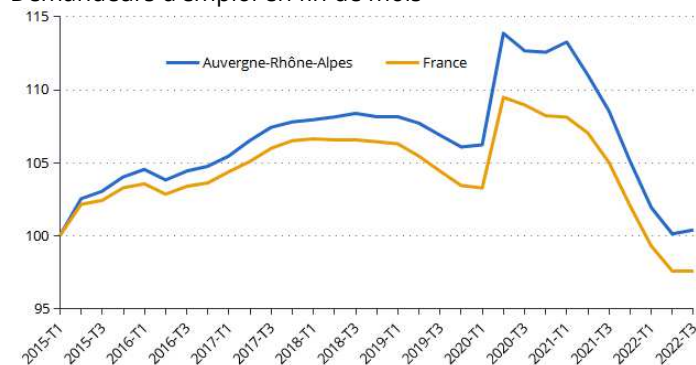
Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 21 octobre 2022

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi, continue depuis le printemps 2021, semble s'interrompre au troisième trimestre 2022. Le nombre de demandeurs de catégorie A, B et C se stabilise à 599 000, soit un ni-

veau inférieur de 5 % à celui d'avant la crise sanitaire, et au plus bas depuis 2015.

Moins de 600 000 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C

Demandeurs d'emploi en fin de mois

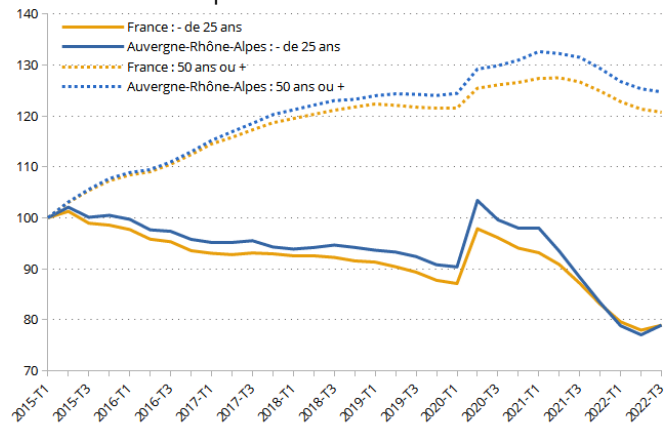


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Tout en restant à un niveau bas, la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans remonte très légèrement au troisième trimestre 2022 (environ 71 000), soit le même niveau que six mois auparavant. Celle des seniors de plus de 50 ans se stabilise.

La demande d'emploi des jeunes remonte très légèrement

Demands d'emploi en fin de mois

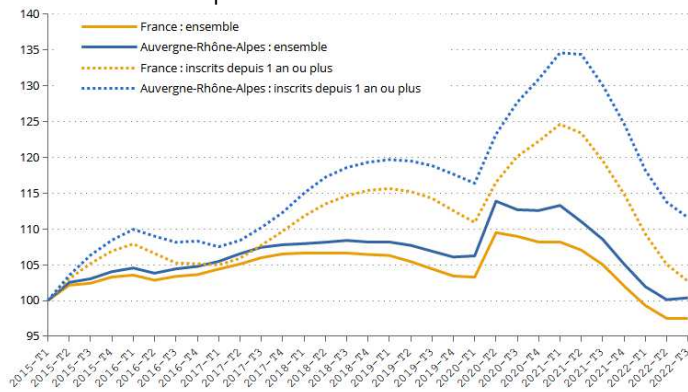


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Enfin, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée se poursuit : au troisième trimestre, 271 000 demandeurs cherchent un emploi depuis plus d'un an, un nombre au plus bas depuis 2017.

Le volume des demandeurs d'emploi de longue durée au plus bas depuis 2017

Demands d'emploi en fin de mois

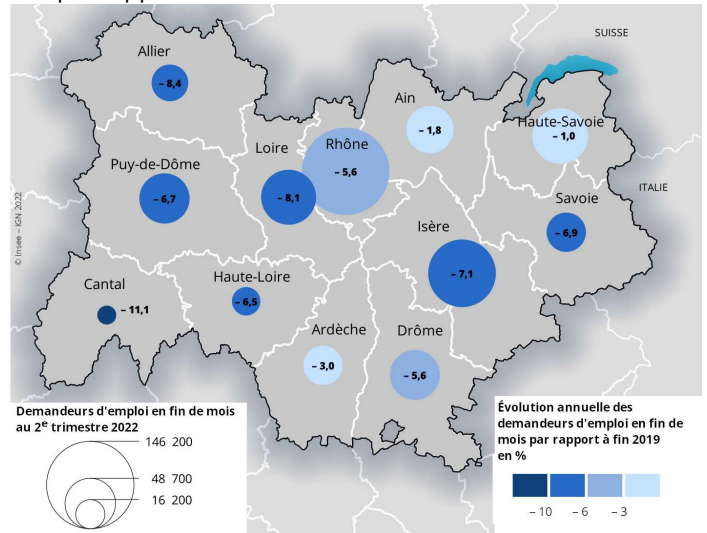


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Fin septembre 2022, l'ensemble des départements ont largement gommé le surcroît de demandeurs d'emploi enregistré depuis fin 2019. La situation est cependant très disparate d'une extrémité à l'autre de la région, entre le Cantal qui, malgré un chômage déjà bas, enregistre la plus forte baisse (- 10,6 %) et l'Ain (- 0,6 % seulement), pour une moyenne régionale de - 5,4 %.

Des baisses départementales hétérogènes pour les demandeurs d'emploi

Demands d'emploi à la fin du 3^e trimestre 2022 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

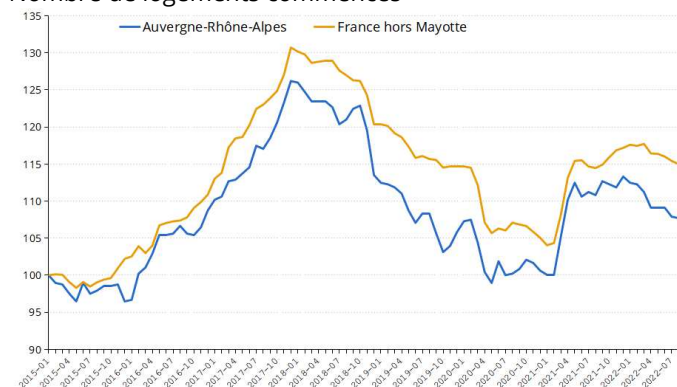
ZOOMS SECTORIELS

Construction

La décroissance du nombre de mises en chantier vécue depuis le début d'année se matérialise à l'été, la région enregistrant, en cumul annuel, moins de 52 000 logements commencés, soit un niveau équivalent à celui de la même période de 2019. La forte hausse du nombre d'autorisations de construire fin 2021 ne s'est pas encore reportée sur les mises en chantier.

Décroissance confirmée des mises en chantier depuis le début d'année 2022

Nombre de logements commencés

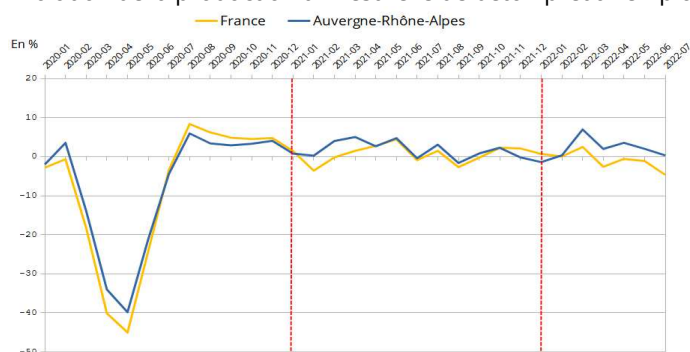


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 27 octobre 2022 (base 100 au 1^{er} janvier 2015)

La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants (de mai à juillet 2022), se maintient au-dessus de son niveau de 2019, avec une décélération toutefois : l'écart est faible à fin juillet (par rapport à la même période de 2019 : + 0,3 %).

La production de béton en décélération sur les derniers mois

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Note : cumul 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019. La comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 21 octobre 2022, traitement CERC ARA

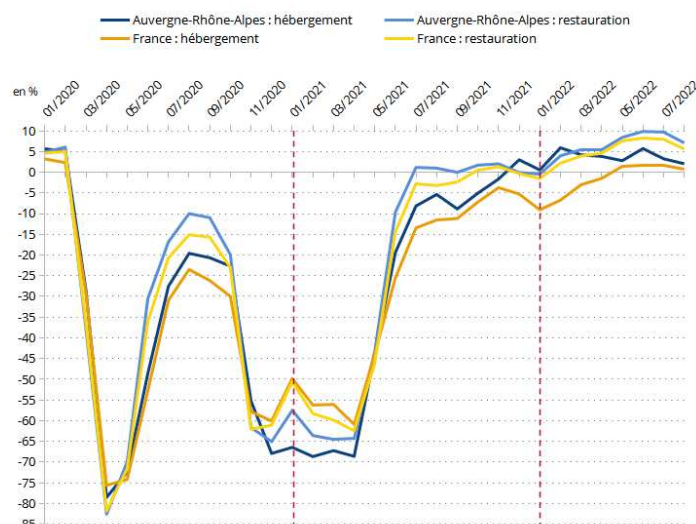
Hébergement - restauration

Le nombre d'heures rémunérées dans le secteur de l'hébergement-restauration est bien orienté depuis le début de l'année 2022, à l'exception de janvier (vague

Omicron). C'est particulièrement vrai pour la restauration, qui enregistre en juillet et août une activité nettement supérieure à celle de 2019 (+ 10 % en juillet, + 7 % en août). L'hôtellerie affiche également des résultats positifs (+ 3 % en juillet, + 2 % en août).

En juillet-août 2022, la restauration nettement plus dynamique que l'hébergement

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées dans l'hébergement-restauration, par secteur



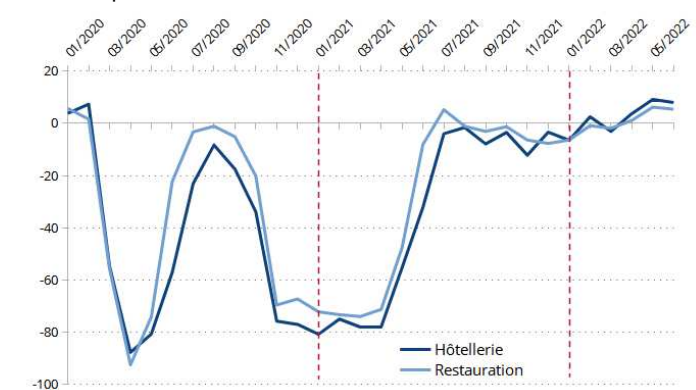
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 3 octobre 2022

Disponibles jusqu'en juin, les chiffres d'affaires ont montré une bonne reprise au printemps, après un mois de mars décevant.

Au printemps, les chiffres d'affaires de l'hôtellerie-restauration se redressent

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2021, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

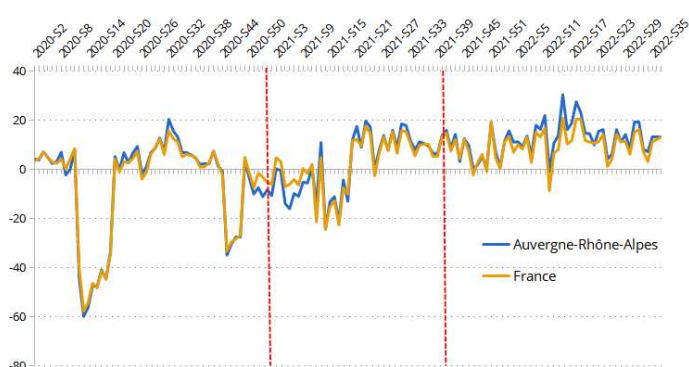
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Cette rupture est signalée par les traits pointillés verticaux.

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

Les données de cartes bancaires CB (hors ventes par Internet) disponibles au niveau régional montrent des montants de transaction qui parviennent, durant l'été 2022, à se maintenir au-dessus de leur niveau de 2019. Ces données présentent des limites et peuvent ne pas traduire parfaitement les comportements de consommation des ménages : outre qu'elles ne sont pas corrigées de l'inflation, élevée (+ 5,9 % fin août en glissement annuel), elles reflètent en partie l'augmentation du taux de recours à ce moyen de paiement.

Recours accru aux cartes bancaires en 2022

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les semaines de 2020, 2021 et 2022 sont comparées aux mêmes semaines de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées afin de respecter les exigences de confidentialité. Les transactions CB analysées au niveau départemental se limitent aux ventes physiques, plus représentatives des dépenses effectivement réalisées au niveau local et n'intègrent pas les transactions à distance, notamment effectuées sur internet. Elles diffèrent donc des données nationales issues de cette même source.

Les données sont en euros courants et ne sont pas corrigées de l'inflation.

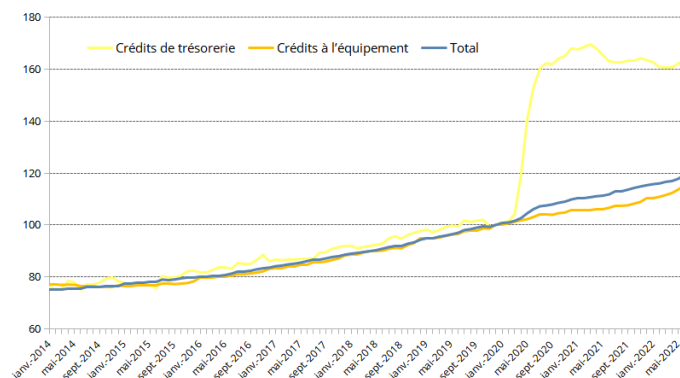
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 26 septembre 2022

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Après plusieurs mois de stabilité, les encours de crédits de trésorerie remontent très légèrement en mai et juin. Les crédits à l'équipement poursuivent leur faible croissance de manière quasi régulière.

Les encours de crédits de trésorerie connaissent une très légère remontée

Évolution des encours de crédits accordés



Indice base 100 en décembre 2019

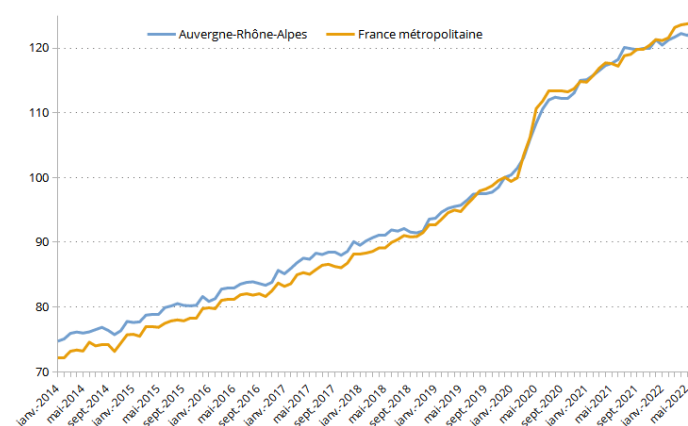
Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

À l'exception de quelques baisses mensuelles ponctuelles, les encours de dépôts de la clientèle non financière progressent à un rythme modéré sur les six premiers mois de l'année 2022.

Les encours de dépôts régionaux en progression régulière

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données mensuelles brutes.

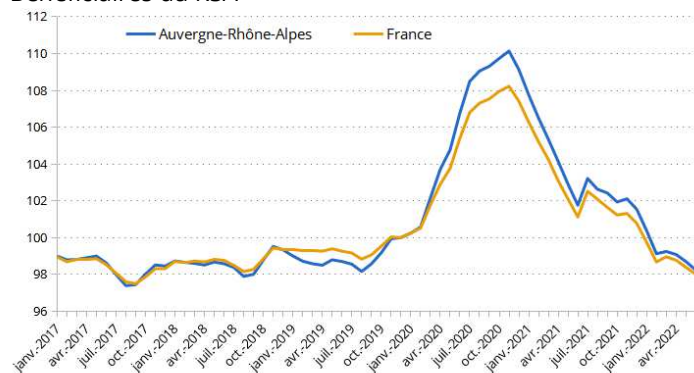
Source : Banque de France

INDICATEURS SOCIAUX

La baisse du nombre d'allocataires du RSA se confirme au deuxième trimestre 2022, marqué par trois mois consécutifs bien orientés. Avec 5 000 allocataires de moins que fin 2021, la région revient à un nombre d'allocataires inférieur à celui d'avant-crise sanitaire et se rapproche du point bas de 2017.

Au deuxième trimestre, la baisse du nombre d'allocataires du RSA reprend

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

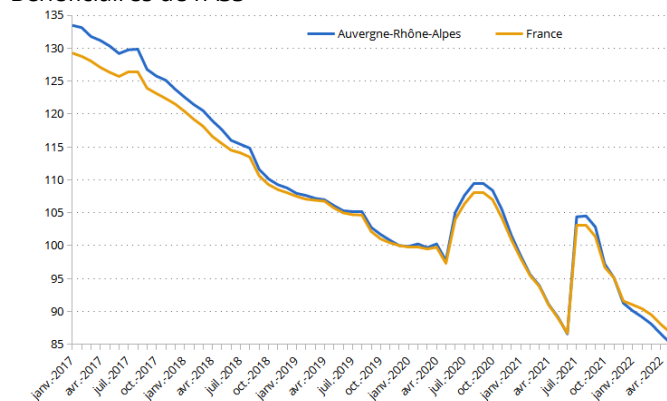
Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 12 octobre 2022

Depuis le fort rebond de l'été 2021 engendré par la fin des mesures de prolongation exceptionnelle des droits, le nombre d'allocataires de l'ASS est en baisse. Fin juin 2022, 27 000 bénéficiaires, soit 15 % de moins qu'avant la crise sanitaire, perçoivent cette allocation dans la région.

Une baisse franche du nombre d'allocataires de l'ASS

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 12 octobre 2022